

TABLE DES MATIÈRES

1

La prescription en droit civil à l'aube de la réforme..... 7

Pauline COLSON

chargée de cours à l'UNamur, avocate au barreau de Bruxelles

Introduction..... 8

Section 1

Considérations générales..... 8

A. Rappel de la structure générale du titre XX de l'ancien Code civil..... 9

B. L'influence de la réforme du droit des biens..... 10

1. Les dispositions abrogatoires de la loi du 4 février 2020 10

2. La prescription extinctive et la prescription acquisitive 10

3. L'article 2243 de l'ancien Code civil et l'article 3.27, alinéa 2, du Code civil: de l'interruption à la suspension de la prescription acquisitive..... 12

4. Les liens entre le livre 3 du Code civil et le titre XX de l'ancien Code civil..... 13

5. La prescription extinctive au sein du livre 3 13

Section 2

Focus sur l'article 2262bis de l'ancien Code civil..... 14

A. Les actions personnelles 14

1. Le principe..... 14

2. L'exception: la responsabilité extracontractuelle..... 19

B. Les réserves 38

1. Présentation 38

2. Difficultés 41

3. Droit comparé..... 44

4. *De lege ferenda*..... 45

Conclusion..... 46

2

Le point sur la prescription en matière pénale	49
Élise DELHAISE docteure en sciences juridiques, chargée d'enseignement à l'UNamur, membre du centre de recherche Vulnérabilités et sociétés	
Introduction	50
Section 1	
Notions préliminaires	50
Section 2	
Les nouvelles infractions imprescriptibles	51
A. Les infractions visées	51
1. L'imprescriptibilité de certaines infractions sexuelles visant une personne âgée de moins de 18 ans	52
2. Les délais de prescription de certaines infractions sexuelles visant une personne âgée de plus de 18 ans	53
B. L'application de la loi pénale dans le temps	54
Section 3	
La réforme du régime de la prescription de l'action publique	55
A. Les délais	55
1. Le régime « pré-réforme » de la procédure pénale	55
2. La proposition de loi « Droit de la procédure pénale I ».....	56
B. Les causes d'interruption et de suspension	57
1. Le régime « pré-réforme » de la procédure pénale	57
2. La proposition de loi « Droit de la procédure pénale I ».....	57
Section 4	
La réforme du régime de la prescription de la peine	58
A. Le régime « pré-réforme » du Code pénal	58
B. Le projet de loi introduisant le livre I^{er} du Code pénal	59
Section 5	
Le droit transitoire et le mécanisme de conversion	60
Conclusion	61

3

Actualités sur la prescription en droit de l'entreprise..... 63

Gabriela DE PIERPONT

maître de conférences à l'UCLouvain, chargée d'enseignement à l'UCLouvain
Saint-Louis - Bruxelles, chargée de cours à l'ICHEC

Introduction..... 64

Section 1

Délais de prescription traditionnellement liés au droit commercial..... 65

- A. Prescription abrégée libératoire..... 65
 - 1. Principe..... 65
 - 2. Champ d'application de la règle..... 66
 - 3. Point de départ de la prescription..... 67
 - 4. Renversement de la présomption de paiement..... 67
- B. Prescription abrégée des actions résultant d'une lettre de change..... 68
 - 1. Notions et cadre légal..... 68
 - 2. Régime de la prescription..... 69

Section 2

Délais de prescription applicables aux sociétés..... 70

- A. Principe..... 70
- B. Point de départ de la prescription..... 71
- C. Actions visées..... 72
 - 1. Action contre les fondateurs ou les actionnaires ou associés..... 72
 - 2. Action directe en remboursement des dividendes fictifs..... 73
 - 3. Action en nullité..... 73
 - 4. Action en nullité en cas de fusion ou de scission..... 74
 - 5. Action contre une décision d'un organe ou de l'assemblée générale
des obligataires..... 75
 - 6. Action contre les liquidateurs *qualitate qua*..... 75
 - 7. Action en réouverture de la liquidation..... 76
 - 8. Action contre les administrateurs (de droit ou de fait), les commissaires
et les liquidateurs..... 76

Section 3

Prescription abrégée en matière de contrats commerciaux	77
A. Contrat d'agence commerciale	77
B. Contrat de transport de choses et de personnes	77
1. Principe	77
2. Point de départ de la prescription	78
C. Bail commercial	78
1. Action en nullité en cas de non-respect des dispositions légales impératives	78
2. Action en paiement de l'indemnité d'éviction	79

Section 4

Prescription en matière de pratiques du marché et de protection des consommateurs	79
A. Prescription de l'action en cessation	79
B. Prescription de l'action en réparation collective	79
1. Principe	79
2. Suspension du délai de prescription	80
Conclusion	81

4

La prescription des créances à charge ou au profit des pouvoirs publics	85
--	----

Delphine DE VALKENEER
assistante à l'UCLouvain, avocate au barreau de Bruxelles

Introduction	86
---------------------------	----

Section 1

La prescription des créances à charge des pouvoirs publics	87
A. La chronologie des évolutions législatives	87
B. Les règles de prescription applicables aux créances à charge des pouvoirs publics	96
1. Les règles de prescription applicables à l'État fédéral et aux entités fédérées	97
2. Les règles de prescription applicables aux provinces	100
3. Les règles de prescription applicables aux autres pouvoirs publics	101
4. Le mécanisme d'interruption du délai de prescription prévu par l'article 2244, § 1 ^{er} , alinéa 3, du Code civil	102

C. Analyse de quelques arrêts issus de la jurisprudence récente en matière de prescription des créances à charge des pouvoirs publics	105
1. Le point de départ du délai de prescription	106
2. L'application du nouveau régime de prescription aux situations nées avant son entrée en vigueur.....	110
3. L'incidence de l'action publique sur la prescription de la créance	111
 Section 2	
La prescription des créances au profit des pouvoirs publics	112
A. La chronologie des évolutions législatives	112
B. Les règles de prescription applicables aux créances au profit des pouvoirs publics	115
1. Les règles de prescription applicables à l'État fédéral et aux entités fédérées.....	116
2. Les règles de prescription applicables aux provinces	119
3. Les règles de prescription applicables aux autres pouvoirs publics	120
C. Analyse de quelques arrêts issus de la jurisprudence récente en matière de prescription des créances au profit des pouvoirs publics.....	120
1. La différence de traitement entre les agents des communes et ceux de l'État fédéral, des Communautés, des Régions et des provinces	121
2. La différence de traitement entre les agents du secteur public et ceux du secteur privé.....	125
 Conclusion	126

5

Contours et enjeux de la prescription extinctive d'action en droit du travail

Charlotte LAMBERT
 maître de conférences et assistante à l'UNamur,
 membre du centre de recherche Vulnérabilités et sociétés

Introduction

Section 1

De la prescription des actions naissant du contrat de travail

A. Principes	132
1. Champ d'application personnel	132
2. Champ d'application matériel.....	133
3. Délais	136
4. Prise de cours du délai	136

B. Suspension du délai de prescription	142
1. Causes légales de suspension du délai de prescription	142
2. Causes conventionnelles de suspension.....	142
C. Interruption du délai de prescription	143
1. La citation en justice, le commandement ou la saisie.....	143
2. La mise en demeure.....	143
3. La reconnaissance du droit.....	144
D. Nature et renonciation	145
 Section 2	
De la prescription délictuelle	146
A. Principes	147
1. Champ d'application personnel	147
2. Champ d'application matériel.....	147
3. Délais	149
4. Droit d'option et office du juge.....	150
5. Prise de cours du délai	152
B. Suspension et interruption	154
C. Nature	154
 Section 3	
De la prescription des actions en paiement de la rémunération	155
A. Les conséquences juridiques associées au (non-)paiement d'une rémunération en contravention des dispositions légales applicables	156
1. En matière contractuelle	157
2. Les infractions de droit pénal social.....	159
B. La définition de rémunération en droit du travail	161
1. La notion de rémunération dans la loi relative aux contrats de travail et dans la loi concernant la protection de la rémunération	161
2. La notion de rémunération dans le Code pénal social.....	163
C. Prescription <i>ex delicto</i> ou prescription <i>ex contractu</i> ?	163
1. La cause de l'action : le non-paiement d'une rémunération comme infraction	164
2. Objet de l'action : la réparation du dommage issu de l'infraction	167
3. Délai et prise de cours du délai de prescription	168
 Conclusion	 169